

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
EP

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1989 autorisant M. LEFEVRE Christian, demeurant à SAINT-CONNAN, au lieu-dit « Créniel » à exploiter à cette adresse, un élevage avicole de 24 400 dindes de chair (73 200 animaux-équivalents) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 1978, autorisant M. THOMAS Jean, demeurant à SAINT-CONNAN, au lieu-dit « Créniel » à exploiter à cette adresse, un élevage de 10 000 animaux-équivalents (Poulettes démarrées) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1973, autorisant M. THOMAS Jean, demeurant à SAINT-CONNAN, au lieu-dit « Créniel » à exploiter à cette adresse, un élevage de 6 000 dindes de chair (18 000 animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par M. LE FEVRE Christian demeurant à SAINT-CONNAN, au lieu-dit « Créniel » en vue de procéder à la régularisation de la situation administrative d'un élevage de 102 150 animaux-équivalents ; installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LANMODEZ (15 novembre 2002), PLESIDY (1^{er} octobre 2002), PLEUBIAN (25 octobre 2002), PONT-MELVEZ (22 octobre 2002), SAINT-CONNAN (11 octobre 2002), LE VIEUX-BOURG (8 octobre 2002),
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 12 novembre 2003 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 19 décembre 2003 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

CONSIDERANT que la régularisation totale envisagée n'est pas compatible avec les objectifs fixés par le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (arrêté du 20 juillet 2001).

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er –

A)

Monsieur Le FEVRE Christian ci-après dénommé l'éleveur demeurant au lieu-dit "Créniel" est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZD parcelles n° 47 et 54), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 100 566 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 33 522 dindes de chair , (100 566 animaux-équivalents) sous réserve que la rotation des productions sur les 6 poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 17180 kg par an.

B)

La demande présentée en vue de la régularisation de 1 584 places animaux-équivalents supplémentaire (528 dindes) est **REFUSEE**.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 –

Prescriptions particulières

2.1. Aménagement des bâtiments concernant l'élevage avicole :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 5475 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- 2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.
- 2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.
- 2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3-

La résorption par épandage sur des cantons inférieurs à 140 Unités d' azote par hectare est de 9015 unités

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT-CONNAN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. LE FEVRE Christian.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. LE FEVRE Christian dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés d'autorisation des 18 octobre 1973, 29 juin 1978, 6 janvier 1989 susvisés.

ARTICLE 9 -

"Délai et voie de recours" (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de SAINT-CONNAN,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. LE FEVRE Christian pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANMODEZ, PLESIDY, PLEUBIAN, PONT-MELVEZ, SAINT-CONNAN, LE VIEUX-BOURG, SAINT-NICOLAS-DU-PELEM, SENVEN-LEHART pour information.

SAINT-BRIEUC, le 25 MAR 2014

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché, Chef de Bureau,

Christian RAYMOND



Signé : Jacques MICHELOT